



RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1991 B 02431

Numéro SIREN : 382 600 500

Nom ou dénomination : AMV Audit et Commissariat

Ce dépôt a été enregistré le 18/05/2017 sous le numéro de dépôt A2017/014803

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

LYON

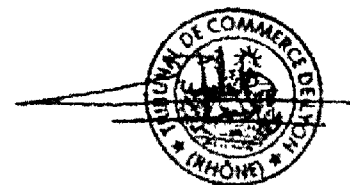
M. 2017

Dénomination : AMV Audit et Commissariat
Adresse : 26 rue Raspail 69600 Oullins -FRANCE-

n° de gestion : 1991B02431
n° d'identification : 382 600 500

n° de dépôt : A2017/014803
Date du dépôt : 18/05/2017

Pièce : Projet du 17/05/2017



4865890

4865890

TRAITÉ DE FUSION

Les soussignées :

1°) La société **AMV AUDIT ET COMMISSARIAT**, société par actions simplifiée au capital de 541.100 euros, dont le siège social est à OULLINS (69600), 26, rue Raspail, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 382 600 500,

représentée par Monsieur Jean MICHARD, Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée "la Société Absorbante" ;

DE PREMIERE PART,

2°) La société **JDM HOLDING**, société par actions simplifiée au capital de 300.000 euros, dont le siège social est à OULLINS (69600), 26, rue Raspail, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 539 044 370,

représentée par Monsieur Jean MICHARD, Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée "la Société Absorbée" ;

DE SECONDE PART,

Ont, préalablement au projet de fusion objet des présentes, exposé ce qui suit :

TM

TITRE I : CARACTERISTIQUES DES SOCIETES INTERESSEES - MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION - COMPTES UTILISES POUR ETABLIR - LES CONDITIONS DE L'OPERATION - METHODE D'EVALUATION

SECTION I - CARACTERISTIQUES DES SOCIETES INTERESSEES ET LIENS JURIDIQUES EXISTANT ENTRE ELLES

La société absorbante

La société **AMV AUDIT ET COMMISSARIAT** a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON le 31 juillet 1991.

Le capital de la société s'élève actuellement à la somme de CINQ CENT QUARANTE-ET-UN MILLE CENT (541.100) euros. Il est divisé en SEPT MILLE SEPT CENT TRENTA (7.730) actions de SOIXANTE-DIX (70) euros chacune, entièrement libérées toutes de même catégorie.

Cette société, constituée pour une durée de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, a pour objet :

« - l'exercice de la profession d'expert-comptable et l'activité de commissariat aux comptes ;
- le conseil d'entreprise à titre libéral, en gestion, informatique, organisation administrative, opérations de contrôle interne, contrôle de procédure, la formation , ainsi que la prise de participation dans toute société de conseil et d'audit. ».

Son siège social est fixé à OULLINS (69600), 26 rue Raspail.

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 382 600 500.

La société n'a pas d'emprunts obligataires à sa charge.

La société absorbée

La société **JDM HOLDING** a été constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON en date du 9 janvier 2012.

Le capital social actuel s'élève à la somme de TROIS CENT MILLE (300.000) euros et est divisé en TRENTA MILLE (30.000) actions de DIX (10) euros chacune de valeur nominale.

Cette société, constituée pour une durée de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, a pour objet :

« activité d'expertise comptable telle qu'elle est définie par l'ordonnance du 19 Septembre 1945, le Code de Commerce et telle qu'elle pourrait l'être par tous les textes législatifs et réglementaires ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations telles notamment l'audit, se rapportant directement ou indirectement à son objet social et susceptible de se révéler nécessaires.

Elle peut prendre toute participation dans d'autres sociétés d'expertise comptable.

Elle ne peut prendre de participations financières, industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts ».

Le siège social est fixé à OULLINS (69600), 26 rue Raspail.

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 539 044 370.

La société n'a pas d'emprunts obligataires à sa charge.

Liens entre la société absorbante et la société absorbée

*** liens économiques**

Les deux sociétés exercent la même activité économique.

*** liens en capital**

La société absorbante détient 100 % du capital de la société absorbée.

En conséquence, la fusion envisagée bénéficiera du régime simplifié prévu par l'article L.236-11 du Code de Commerce.

*** dirigeants des deux sociétés**

La société AMV AUDIT ET COMMISSARIAT est dirigée par un Président, pris en la personne de Monsieur Jean MICHARD, et par deux Directeurs Généraux, pris en la personne de Madame Delphine MICHARD-GRUNWALD et Monsieur Bruno NICOLAS-VULLIERME.

La société JDM HOLDING est administrée par un Président, Monsieur Jean MICHARD, d'une part, et par un Directeur Général, Madame Delphine MICHARD-GRUNWALD, d'autre part.

SECTION II - MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION

La fusion par absorption de la société **JDM HOLDING** par la société **AMV AUDIT ET COMMISSARIAT** s'inscrit dans le cadre des mesures de rationalisation et de simplification rendues nécessaires par la détention à 100 % de la première par la seconde.



SECTION III - COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'OPERATION - DEVOLUTION DU PATRIMOINE DE LA SOCIETE ABSORBEE - ENTREE EN JOUISSANCE ET DATE D'EFFET

1. Régime juridique

La présente fusion est réalisée sous le régime juridique prévu par les articles L.236-1 et suivants du Code de Commerce.

Comptes utilisés pour établir les conditions de l'opération (Annexe n°1)

Pour établir les conditions de l'opération, les représentants des deux sociétés ont décidé d'utiliser les comptes clos au 31 août 2016 pour les deux sociétés concernées.

Les comptes clos des sociétés concernées, arrêtées par leurs représentants légaux respectifs, ont été approuvés lors de l'assemblée des associés réunie le 24 février 2017 et ce pour chacune des structures en cause.

Entrée en jouissance - Date d'effet

La Société Absorbante, conformément aux mentions qui seront énoncées ci-dessous, aura la jouissance de l'intégralité de l'actif de la société absorbée et prendra en charge corrélativement la totalité de son passif, après approbation définitive de la fusion par son assemblée générale et ce, avec effet rétroactif au 1er septembre 2016.

Ceci exposé, il est passé à la fusion objet des présentes :

TITRE II : REMUNERATION DES APPORTS

Pour les opérations réalisées depuis le 1er janvier 2005, la transcription des apports dans les comptes de la société absorbante doit obligatoirement être réalisée dans le respect des normes comptables issues de l'avis du Conseil National de la comptabilité du 25 mars 2004 (adopté par le règlement CRC 2004-01 du 4 mai 2004).

Les valeurs d'apport qui doivent figurer dans le présent traité résultent de la situation de contrôle au moment de l'opération et du sens dans lequel elle est réalisée.

Il s'agit d'une opération impliquant des sociétés sous contrôle commun, c'est à dire qu'une des sociétés participant à l'opération contrôle préalablement l'autre ou les deux sociétés sont préalablement sous le contrôle d'une même société mère. Au cas présent, la société AMV AUDIT ET COMMISSARIAT contrôle la société JDM HOLDING.

Il s'agit d'une fusion à l'endroit, c'est à dire qu'après la fusion, l'actionnaire principal de l'absorbée conserve son pouvoir de contrôle sur celle-ci.

Les apports sont évalués en fonction de la situation de la société absorbante et de l'existence ou non du contrôle commun entre sociétés participant à l'opération. Dans le cadre d'opérations à l'endroit impliquant des sociétés sous contrôle commun, les apports sont évalués à la valeur comptable.

MM

Par conséquent, les apports de la société JDM HOLDING devront être faits à leur valeur nette comptable, et l'actif net apporté de la société JDM HOLDING est retenue pour sa valeur comptable.

La Société Absorbante étant propriétaire de la totalité des 30.000 actions de la Société Absorbée dès avant le dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce de LYON du présent traité, les apports effectués par la Société Absorbée ne seront pas rémunérés par l'attribution de titres de la Société Absorbante.

Corrélativement, il ne sera procédé à aucune augmentation de capital de la Société Absorbante et il ne sera établi aucune parité d'échange.

En outre, comme conséquence de ce qui précède, aucune prime de fusion ne sera créée au passif du bilan de la Société Absorbante.

TITRE III : APPORTS DE LA SOCIETE JDM HOLDING A TITRE DE FUSION

SECTION I - DESIGNATION ET EVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF DONT LA TRANSMISSION EST PREVUE - DECLARATIONS

Le représentant légal de la Société Absorbée déclare que la société **JDM HOLDING** apporte à la société **AMV AUDIT ET COMMISSARIAT**, Société Absorbante, ce qui est accepté par son représentant légal, et sous les garanties ordinaires de fait et de droit, et sous les conditions ci-après stipulées, tous les éléments (actif et passif), droits et valeurs sans exception ni réserve, qui constituent le patrimoine de la société absorbée.

A la date de référence choisie d'un commun accord pour établir les conditions de l'opération comme il est dit ci-dessus, l'actif et le passif de la Société Absorbée dont la transmission à la Société Absorbante est prévue, consistent dans les éléments ci-après énumérés. Il est entendu que cette énumération n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, le patrimoine de la société absorbée devant être dévolu à la Société Absorbante dans l'état où il se trouvera à la date de la réalisation définitive de l'opération.

1. Actif de la société JDM HOLDING dont la transmission est prévue à la société AMV AUDIT ET COMMISSARIAT

Le fonds de commerce d'expertise comptable et d'audit est exploité au lieu du siège social de la Société Absorbée.

Ce fonds de commerce comprend :

a) le droit de se dire successeur de la société absorbée, les archives techniques et commerciales, les pièces de comptabilité, les registres et en général tous documents quelconques appartenant à la Société Absorbée.

b) le bénéfice et la charge de tous traités, conventions et engagements qui auraient pu être conclus ou pris par la Société Absorbée en vue de lui permettre l'exploitation du fonds de commerce ci-dessus tant en France qu'à l'étranger.

M

ACTIF (EN EUROS)	Valeur Brute	Amortissement	Valeur nette	Valeur d'apport
Fonds commercial	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres immobilisations corporelles	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres titres immobilisés	3 050 910 €	1 112 975 €	1 937 935 €	1 937 935 €
Autres immobilisations financières	0 €	0 €	0 €	0 €
ACTIF IMMOBILISE	3 050 910 €	1 112 975 €	1 937 935 €	1 937 935 €
Clients et comptes rattachés	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres créances	3 533 €	0 €	3 533 €	3 533 €
Valeurs mobilières de placement	0 €	0 €	0 €	0 €
Disponibilités	7 €		7 €	7 €
Charges constatées d'avance	1 627 €		1 627 €	1 627 €
ACTIF CIRCULANT	5 167 €	0 €	5 167 €	5 167 €
TOTAL ACTIF	3 056 077 €	1 112 975 €	1 943 102 €	1 943 102 €

Le montant total de l'actif de la société **JDM HOLDING** dont la transmission est prévue à la société **AMV AUDIT ET COMMISSARIAT** est estimé à la somme de **1.943.102 euros**.

2. Passif de la société JDM HOLDING pris en charge par la société AMV AUDIT ET COMMISSARIAT

Il comprend le passif exigible tel qu'il ressort des comptes clos au 31 août 2016 (**Annexe n° 1**), à savoir :

PASSIF (En Euros)	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	378 564 €
Emprunts et dettes financières diverses	301 000 €
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	771 674 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 005 €
Dettes fiscales et sociales	9 401 €
Autres dettes	89 405 €
TOTAL PASSIF	1 561 049 €

Soit un passif exigible estimé à la somme de **1.561.049 euros**.

3. Actif net apporté par la société JDM HOLDING à la société AMV AUDIT ET COMMISSARIAT

montant total de l'actif de la société : 1 943 102 €

à retrancher le montant du passif de la société : 1 561 049 €

ACTIF NET APORTE **382 053 €**

Il est en outre précisé qu'en dehors du passif effectif ci-dessus, la Société Absorbante prendra à sa charge tous les engagements qui ont pu être contractés par la Société Absorbée, et qui, en raison de leur caractère éventuel, sont repris "hors bilan".

7/7

4. Déclarations

Déclaration générale

Monsieur Jean MICHARD, Président de la société **JDM HOLDING**, ès qualités, déclare que :

- 1) les biens de la société ne sont grevés d'aucune inscription autre que celles que les parties déclarent parfaitement connaître.
- 2) la Société Absorbée n'a jamais été en état de règlement ou redressement judiciaire.
- 3) les livres de comptabilité, pièces comptables, archives et dossiers de la Société Absorbée feront l'objet d'un inventaire qui sera remis à la Société Absorbante.
- 4) les chiffres d'affaires et résultats de la Société Absorbée ont été respectivement pour les trois derniers exercices, les suivants :

<u>Exercices</u>	<u>Chiffres d'affaires HT</u>	<u>Résultats</u>
31/08/2016 (12 mois)	0 €	- 443 051 €
31/08/2015 (12 mois)	0 €	16 489 €
31/08/2014 (12 mois)	16 250 €	160 011 €

Déclarations sur les baux

La Société Absorbée exploite son activité au sein d'un local sis 26 rue Rasapail à OULLINS (69600) au titre d'une convention de domiciliation conclue avec M. Jean MICHARD le 5 novembre 2011.

Ce titre de jouissance sera transmis à la Société Absorbante.

SECTION II - CONDITIONS DES APPORTS

1. Propriété et jouissance de l'actif - transmission du passif

a) La Société Absorbante aura la propriété et la jouissance des biens et droits de la Société Absorbée en ce compris ceux qui auraient été omis, soit aux présentes, soit dans la comptabilité de cette société, à compter du jour où ces apports seront devenus définitifs par suite de la réalisation définitive de la fusion.

Ainsi qu'il a été indiqué dans les déclarations générales figurant en tête des présentes, le patrimoine de la Société Absorbée devant être dévolu dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation de la fusion, toutes les opérations actives et passives dont les biens apportés auront pu faire l'objet entre le 1er septembre 2016 et la date de réalisation définitive de la fusion, seront considérées de plein droit comme ayant été faites pour le compte exclusif de la société bénéficiaire de l'apport.

b) L'ensemble du passif de la Société Absorbée à la date de réalisation définitive de la fusion, ainsi que l'ensemble des frais, droits et honoraires, y compris les charges fiscales et d'enregistrement occasionnées par la dissolution de la Société Absorbée, seront transmis à la Société Absorbante.

M

Il est précisé :

- que la société bénéficiaire de l'apport assumera l'intégralité des dettes et charges de la société apporteuse, y compris celles qui pourraient remonter à une date antérieure au 1er septembre 2016 et qui auraient été omises dans la comptabilité de la société absorbée ;
- et que s'il venait à se révéler ultérieurement une différence en plus ou en moins entre le passif pris en charge par la société absorbante et les sommes effectivement réclamées par les tiers, la société absorbante serait tenue d'acquitter tout excédent de passif, sans recours, ni revendication possible de part ni d'autre.

Charges et conditions générales de l'apport

a) La Société Absorbée s'interdit formellement jusqu'à la réalisation définitive de la fusion - si ce n'est avec l'agrément de la Société Absorbante - d'accomplir tout acte de disposition relatif aux biens apportés et de signer tout accord, traité ou engagement quelconque la concernant sortant du cadre de la gestion courante, et en particulier de contracter tout emprunt sous quelque forme que ce soit.

b) Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à accord ou agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, la Société Absorbée sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera à la société absorbante.

c) La Société Absorbante prendra les biens et droits apportés dans leur consistance et leur état lors de la réalisation de la fusion sans pouvoir exercer quelque recours que ce soit, pour quelque cause que ce soit, contre la société apporteuse, notamment pour insolvabilité des débiteurs ou tout autre cause.

La Société Absorbante bénéficiera de toutes subventions, primes, aides, etc, qui ont pu ou pourront être allouées à la société absorbée. Elle accomplira toutes les formalités qui seraient nécessaires à l'effet de régulariser la transmission à son profit des biens et droits apportés, et de rendre cette transmission opposable aux tiers.

d) La Société Absorbante sera débitrice des créanciers de la société absorbée aux lieu et place de celle-ci sans que cette substitution entraîne novation à l'égard des créanciers. Les créanciers de la société dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de fusion, pourront faire opposition dans le délai de 30 jours à compter de la dernière publication de ce projet. Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations de fusion.

La Société Absorbante supportera en particulier, tous impôts, primes d'assurances, contributions, loyers, taxes... ainsi que toutes les charges quelconques ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les biens apportés ou sont inhérents à leur propriété ou leur exploitation.

La Société Absorbante fera également son affaire personnelle aux lieu et place de la société absorbée sans recours contre cette dernière pour quelque cause que ce soit, de l'exécution ou de la résiliation à ses frais, risques et périls de tous accords, traités, contrats ou engagements généralement quelconques qui auront pu être souscrits par la société absorbée

7/11

e) Après la réalisation de la fusion, le représentant de la Société Absorbée devra, à première demande, et aux frais de la Société Absorbante, fournir à cette dernière tous concours, signatures et justifications qui pourraient être nécessaires en vue de la régularisation de la transmission des biens compris dans l'apport, et de l'accomplissement de toutes formalités.

Contrats de travail

Monsieur Jean MICHARD, Président de la société **JDM HOLDING**, déclare que la Société Absorbée ne comporte aucun salarié.

Conditions particulières - Régime fiscal

a) déclarations générales

Pour la perception des droits d'enregistrement, les représentants légaux de la Société Absorbante et de la Société Absorbée déclarent que la Société Absorbante et la Société Absorbée sont des sociétés françaises soumises à l'impôt sur les sociétés et qu'elles entendent placer la présente opération sous le régime fiscal défini à l'article 816 du Code Général des Impôts.

En matière d'impôt sur les sociétés, les parties déclarent que la fusion est susceptible de bénéficier des dispositions de l'article 210 A du Code Général des Impôts. En conséquence, Monsieur Jean MICHARD, Président de la société **AMV AUDIT ET COMMISSARIAT**, engage expressément la Société Absorbante à respecter les prescriptions légales, et notamment :

- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées, d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société à la date de prise d'effet de la fusion ;
- à reprendre à son actif les immobilisations et les amortissements et provisions pour leurs valeurs au 31 août 2016, et à calculer les amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la Société Absorbée (instruction du 3 août 2000) ;
- à reprendre à son passif le cas échéant, les provisions de la Société Absorbée dont l'imposition aurait été différée, ainsi que, lorsqu'elles existent, les réserves spéciales des plus-values à long terme de ladite société ;
- à réintégrer dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions fixées par les alinéas 3 d et 3 e de l'article 210 A du Code Général des Impôts, les plus-values éventuellement dégagées sur les biens amortissables qui lui sont apportés ;
- à reprendre les engagements pris par la Société Absorbée pour la réintégration d'éventuelles plus-values dont l'imposition aurait été différée chez cette dernière ;
- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée.

TM

Les parties précisent en tant que de besoin que, conformément aux prescriptions du Bulletin Officiel des Impôts BOI-IS-FUS-10-20-10 à BOI-IS-FUS-10-20-50 à celles qui la complètent, la présente fusion aura, sur le plan fiscal, la même date d'effet que sur le plan comptable, soit le 1er septembre 2016.

En outre, les représentants légaux de la Société Absorbante et la Société Absorbée déclarent expressément que la Société Absorbée s'engage à opter pour l'imposition au taux réduit des plus-values à long terme dégagées par l'apport de biens amortissables si de telles plus-values existent.

b) déclaration relative à la taxe sur la valeur ajoutée

La Société Absorbante sera, de convention expresse, purement et simplement subrogée dans les droits et obligations de la Société Absorbée. En conséquence, cette dernière transférera purement et simplement le crédit de TVA dont elle disposera au jour de la réalisation définitive de la fusion.

En outre, l'article 5-8 de la 6^e Directive TVA permet de ne pas exiger l'imposition à la TVA des cessions de biens lorsqu'elles sont effectuées sous forme d'apport à une société d'une universalité de biens, dès lors que le bénéficiaire continue la personne de l'apporteur.

Le présent apport, portant sur une universalité totale ou partielle de biens entre assujettis à la TVA, bénéficie, ainsi que l'apport du stock, de l'exonération de TVA prévue à l'article 257 bis du C.G.I. pour les biens mobiliers d'investissement et les biens incorporels d'investissement qui s'y trouvent inclus.

Pour bénéficier de cette mesure, la Société Absorbante prend l'engagement exprès :

- de soumettre à la TVA la cession ultérieure de ces mêmes biens, notamment ceux figurant sur l'état du matériel ci-joint ;
- de procéder aux régularisations prévues par l'article 207 de l'annexe II du C.G.I. qui auraient été exigibles si le vendeur avait continué à utiliser lesdits biens.

La Société Absorbante serait néanmoins déchargée de cet engagement si la cession du matériel envisagée devait intervenir dans l'une des conditions visées par l'article 5-8 de la sixième directive TVA.

La Société Absorbante et la Société Absorbée devront mentionner sur leur déclaration de chiffre d'affaires le montant des biens corporels transmis, dans la rubrique « autres opérations non imposables », et ce tel que prévu dans l'instruction 3 A-6-06 du 20 mars 2006.

En ce qui concerne les stocks, s'il en existe, ceux-ci étant destinés à la vente, ne sont pas assujettis à la TVA, et la Société Absorbante bénéficiera au jour de la réalisation de la fusion, du crédit de TVA dont la Société Absorbée pourrait disposer.

Les opérations mentionnées à l'article 257-7^o du Code Général des Impôts, sont dispensées de TVA lorsqu'elles sont réalisées entre redevables de la TVA à l'occasion de la transmission d'une universalité totale ou partielle de biens.

7/1

c) Enregistrement

Conformément à l'article 816-I-1° du Code Général des Impôts, un droit fixe de 500 euros sera perçu.

Obligations sociales et fiscales

a) Obligations de la Société Absorbante

Conformément à l'article L.2323-19 du Code du Travail, Monsieur Jean MICHARD, Président de la société **AMV AUDIT ET COMMISSARIAT**, agissant ès qualités, déclare, en tant que de besoin, que les instances représentatives du personnel, si elles existent, ont été consultées préalablement à la rédaction des présentes et ont formulé un avis motivé.

Conformément à l'article 54 septies du Code Général des Impôts, Monsieur Jean MICHARD, Président de la société **AMV AUDIT ET COMMISSARIAT**, agissant ès qualités, déclare que la Société Absorbante s'engage à joindre, chaque année, à sa déclaration de résultat un état spécial de suivi des valeurs fiscales, faisant apparaître, pour chaque nature d'élément, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés.

Elle déclare en outre que, pour la durée prévue à l'article L 102 B du Livre des Procédures Fiscales, la société absorbante, s'il y a lieu, créera et conservera un registre mentionnant les plus-values sur éléments non amortissables dont l'imposition est reportée et qui comportera, pour chaque opération : sa date, la nature des biens transférés, la valeur comptable d'origine, la valeur fiscale servant de base au calcul des plus-values ultérieures, ainsi que la valeur d'apport.

Elle précise que ce registre devra être conservé jusqu'à la fin de la troisième année qui suit celle au titre de laquelle le dernier bien porté sur le registre sera sorti de l'actif de l'entreprise.

b) Obligations de la Société Absorbée

Conformément aux articles 54 septies et 201, alinéa 1er du Code Général des Impôts, Monsieur Jean MICHARD, Président de la société **JDM HOLDING**, agissant ès qualités, déclare que la Société Absorbée produira à l'administration fiscale, dans les soixante (60) jours de sa cessation d'activité, un état de suivi des valeurs fiscales des éléments apportés.

c) Sanctions du non-respect des obligations déclaratives

(Article 54 septies 1 et 1763 du C.G.I.)

Etat du suivi des plus-values

Les représentants légaux de la Société Absorbante et la Société Absorbée, au nom des sociétés Absorbante et Absorbée, précisent avoir été informés par le rédacteur des présentes que lorsque l'état de suivi des plus-values prévu par l'article 54 septies du Code Général des Impôts n'est pas produit, ou est inexact ou encore incomplet, une amende égale à 5 % des plus-values omises sera appliquée.

nm

Registre des plus-values

Les représentants légaux de la Société Absorbante et la Société Absorbée précisent également avoir été informés, pour le compte de la Société Absorbante, que si le registre prévu au a) ci-dessus n'est pas tenu ou si les renseignements portés sont incomplets ou inexacts, une amende de 5 % des montant des plus-values omises sera appliquée.

TITRE IV : DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE - REMISE DES TITRES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE ABSORBEE - DELEGATION DE POUVOIRS A DES MANDATAIRES

SECTION I - DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE NON SUIVIE DE LIQUIDATION

Du fait de la dévolution de l'intégralité du patrimoine de la Société Absorbée à la Société Absorbante, la Société Absorbée se trouvera dissoute de plein droit, par le seul fait de la réalisation définitive de la fusion, c'est-à-dire à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante qui constatera la réalisation de la fusion.

En outre et du fait de la reprise par la Société Absorbante de la totalité de l'actif et du passif de la Société Absorbée, la dissolution de cette dernière ne sera suivie d'aucune opération de liquidation.

SECTION II - DELEGATION DE POUVOIRS A DES MANDATAIRES

L'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante appelée à décider de la dissolution de la Société Absorbée confèrera, en tant que de besoin, à des mandataires, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations de fusion par eux-mêmes ou par un mandataire par eux désignés, et, en conséquence, de réitérer, si besoin était, les apports effectués à la Société Absorbante, d'établir tous actes confirmatifs complémentaires ou rectificatifs qui s'avèreraient nécessaires, d'accomplir tous actes et toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de la Société Absorbée et enfin, de remplir toutes formalités et faire toutes déclarations.

1141

TITRE V : DECLARATIONS DIVERSES - REALISATION DE LA FUSION

SECTION I - DECLARATIONS DIVERSES

1. Déclarations faites au nom de la Société Absorbée

Monsieur Jean MICHARD, agissant en qualité de Président de la société **JDM HOLDING**, ès qualités, et au nom de la Société Absorbée, déclare en conformité avec les dispositions de l'article L. 236-11 du Code de Commerce, que la présente fusion est placée sous un régime simplifié et qu'aucun formalisme particulier n'est imposé pour la Société Absorbée, notamment qu'aucune assemblée générale ne doit statuer sur la fusion.

2. Déclarations faites au nom de la Société Absorbante

Monsieur Jean MICHARD, Président de la société **AMV AUDIT ET COMMISSARIAT**, ès qualités, déclare qu'il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires de ladite Société Absorbante d'approuver, en tant que de besoin, les dispositions ci-dessus relatives à la fusion.

SECTION II - REALISATION DE LA FUSION

La convention faisant l'objet des présentes ne deviendra définitive qu'à compter du jour où l'assemblée générale de la Société Absorbante approuvera les apports à titre de fusion de la Société Absorbée qui lui sont consentis aux termes du présent projet de fusion.

Si cette approbation n'est pas intervenue d'ici le 31 janvier 2018, la présente convention serait considérée comme nulle et non avenue, sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part ni d'autre.

TITRE VI : FORMALITES DE PUBLICITE - FRAIS ET DROITS - ELECTION DE DOMICILE - POUVOIRS POUR LES FORMALITES DE PUBLICITE

SECTION I - FORMALITES DE PUBLICITE

Le présent projet de fusion sera publié, conformément à la loi et de telle sorte que le délai accordé aux créanciers pour former opposition à la suite de cette publicité soit expiré avant la tenue de l'assemblée générale appelée à statuer sur ce projet.

Les oppositions, s'il en survient, seront portées devant le tribunal de commerce compétent qui en réglera le sort.

M

SECTION II - FRAIS ET DROITS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par la Société Absorbante ainsi que l'y oblige Monsieur Jean MICHARD, Président de la société **AMV AUDIT ET COMMISSARIAT**.

SECTION III - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les parties font respectivement élection de domicile au siège de la Société Absorbante.

SECTION IV - POUVOIRS POUR LES FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer tous dépôts, mentions ou publications partout où besoin sera et notamment en vue du dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce de LYON.

ANNEXES AU PROJET DE FUSION

Le présent projet de fusion comporte les annexes ci-après :

Annexe n° 1 : Comptes clos au 31 août 2016 de la Société Absorbante et de la Société Absorbée.

FAIT A LYON,
EN QUATRE ORIGINAUX,
LE 17 MAI 2017

La société **AMV AUDIT ET COMMISSARIAT**
M. Jean MICHARD



La société **JDM HOLDING**
M. Jean MICHARD



Annexe n°1
Comptes clos au
31 août 2016 de la Société Absorbante et de la
Société Absorbée.

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SAS JDM HOLDING		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois*		12	
Adresse de l'entreprise		26 rue Raspail 69600 OULLINS		Durée de l'exercice précédent*		12	
Numéro SIRET*		5 3 9 0 4 4 3 7 0 0 0 0 1 0		Néant		<input type="checkbox"/> *	
				Exercice N clos le		31/08/2016	
				Brut 1		Amortissements, provisions 2	
						Net 3	
Capital souscrit non appelé (I)				AA			
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
		Frais de développement *	CX		CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF		AG		
		Fonds commercial (1)	AH		AI		
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO		
		Constructions	AP		AQ		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR		AS		
		Autres immobilisations corporelles	AT		AU		
		Immobilisations en cours	AV		AW		
		Avances et acomptes	AX		AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
		Autres participations	CU	3 050 910	CV	1 112 975	1 937 935
		Créances rattachées à des participations	BB		BC		
		Autres titres immobilisés	BD		BE		
		Prêts	BF		BG		
		Autres immobilisations financières*	BH		BI		
TOTAL (II)			BJ	3 050 910	BK	1 112 975	1 937 935
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
		En cours de production de biens	BN		BO		
		En cours de production de services	BP		BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
		Marchandises	BT		BU		
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX		BY		
		Autres créances (3)	BZ	3 532	CA		3 532
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)	CD		CE		
Comptes de régularisation	Disponibilités	CF	7	CG		7	
	Charges constatées d'avance (3)*	CH	1 627	CI		1 627	
	TOTAL (III)	CJ	5 166	CK		5 166	
	Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)	CW					
	Primes de remboursement des obligations (V)	CN					
	Ecart de conversion actif* (VI)	CN					
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)			CO	3 056 077	IA	1 112 975	1 943 102
Renvois (1) Dont droit au bail		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes	CP		(3) Part à plus d'un an	CR	
Clause de réserve de propriété *	Immobilisations		Stocks		Créances		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SAS JDM HOLDING		Néant <input type="checkbox"/> *	
				Exercice N	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 300 000)		DA	300 000	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		DB	70 000	
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="checkbox"/> EK)		DC		
	Réserve légale (3)		DD	10 000	
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="checkbox"/> B1)		DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <input type="checkbox"/> EJ)		DG	445 104	
	Report à nouveau		DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	(443 051)	
	Subventions d'investissement		DJ		
	Provisions réglementées *		DK		
	TOTAL (I)		DL	382 053	
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM		
	Avances conditionnées		DN		
	TOTAL (II)		DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP		
	Provisions pour charges		DQ		
	TOTAL (III)		DR		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS		
	Autres emprunts obligataires		DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	378 563	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="checkbox"/> EI)		DV	1 072 674	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	11 004	
	Dettes fiscales et sociales		DY	9 401	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ		
	Autres dettes		EA	89 404	
Compte régularisé	Produits constatés d'avance (4)		EB		
TOTAL (IV)		EC	1 561 048		
Ecart de conversion passif* (V)		ED			
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		EE	1 943 102		
RENVIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital		IB	
	(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC	
			Ecart de réévaluation libre	ID	
			Réserve de réévaluation (1976)	IE	
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *		EF	
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	1 308 233
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS JDM HOLDING				Néant <input type="checkbox"/> *				
		Exercice N						
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue	{ biens * services *	FD		FE		FF	
			FG		FH		FI	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ		FK		FL		
	Production stockée*					FM		
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP		
	Autres produits (1) (11)					FQ		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	12 009	
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	955	
	Salaires et traitements*					FY		
	Charges sociales (10)					FZ		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	- dotations aux amortissements*			GA		
			- dotations aux provisions*			GB		
		Sur actif circulant dotations aux provisions*		GC				
	Pour risques et charges dotations aux provisions		GD					
	Autres charges (12)		GE					
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	12 964
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(12 964)	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée*			(III)		GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré*			(IV)		GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	51 356	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL		
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
Total des produits financiers (V)						GP	51 356	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ	449 542	
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	31 900	
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
	Total des charges financières (VI)						GU	481 442
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(430 086)	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(443 051)	

Désignation de l'entreprise		SAS JDM HOLDING		Néant <input type="checkbox"/> *		
				Exercice N		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB		
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH		
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				HJ		
Impôts sur les bénéfices * (X)				HK		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	51 356	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	494 407	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	(443 051)	
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO	
	(2) Dont	produits de location immobilières			HY	
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			IG	
	(3) Dont	Crédit-bail mobilier *			HP	
		- Crédit-bail immobilier			HQ	
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			IH	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			IJ	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			IK	
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)			HX	
	(9)	Dont transferts de charges			A1	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)			A2	
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A3	
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A4	
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles facultatives	A6		obligatoires	A9	
(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe)			Exercice N		
			Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels		
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs			Exercice N		
			Charges antérieures	Produits antérieurs		

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS AMV AUDIT ET COMMISSARIAT

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 26 rue RASPAIL 69600 OULLINS

Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 3 8 2 6 0 0 5 0 0 0 0 0 2 1

Néant ☐ *

				Exercice N clos le. 31/08/2016					
				Brut 1		Amortissements, provisions 2		Net 3	
Capital souscrit non appelé (I)				AA					
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *		AB			AC		
		Frais de développement *		CX			CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires		AF			AG		
		Fonds commercial (1)		AH	25 343		AI	25 343	
		Autres immobilisations incorporelles		AJ			AK		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		AL			AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains		AN			AO		
		Constructions		AP			AQ		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels		AR			AS		
		Autres immobilisations corporelles		AT	122 241		AU	117 978	
		Immobilisations en cours		AV			AW		
		Avances et acomptes		AX			AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence		CS			CT		
		Autres participations		CU	1 508 720		CV	1 508 720	
		Créances rattachées à des participations		BB	28 865		BC	28 865	
		Autres titres immobilisés		BD			BE		
		Prêts		BF	9 330		BG	9 330	
		Autres immobilisations financières*		BH	900		BI	900	
TOTAL (II)				BJ	1 695 400		BK	117 978	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements		BL			BM		
		En cours de production de biens		BN			BO		
		En cours de production de services		BP			BQ		
		Produits intermédiaires et finis		BR			BS		
		Marchandises		BT			BU		
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes		BV			BW		
		Chéats et comptes rattachés (3)*		BX	199 486		BY	7 569	
		Autres créances (3)		BZ	21 984		CA	21 984	
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé		CB			CC		
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)		CD			CE		
Comptes de régularisation	Disponibilités		CF	40 357		CG	40 357		
	Charges constatées d'avance (3)*		CH	9 315		CI	9 315		
	TOTAL (III)		CJ	271 143		CK	7 569		
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)		CW						
	Primes de remboursement des obligations (V)		CM						
	Ecart de conversion actif* (VI)		CN						
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)				CO	1 966 543		IA	125 548	
Renvois (1) Dont droit au bail		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes		CP			(3) Part à plus d'un an		CR
Clause de réserve de propriété *		Immobilisations		Stocks		Créances			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la note n° 2050

Formulaire obligatoire, (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SAS AMV AUDIT ET COMMISSARIAT		Néant <input type="checkbox"/> *	
				Exercice N	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé	541 100)	DA	541 100	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,		DB	90 800	
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)		DD	54 110	
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	67 668	
	Report à nouveau		DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	164 866	
	Subventions d'investissement		DJ		
	Provisions réglementées *		DK		
		TOTAL (I)	DL	918 544	
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM		
	Avances conditionnées		DN		
	TOTAL (II)	DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP		
	Provisions pour charges		DQ		
	TOTAL (III)	DR			
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS		
	Autres emprunts obligataires		DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	65 852	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	371 065	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	217 842	
	Dettes fiscales et sociales		DY	224 802	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ		
Compte régulier	Autres dettes		EA	4 688	
	Produits constatés d'avance (4)		EB	38 200	
	TOTAL (IV)	EC	922 450		
	Ecart de conversion passif* (V)	ED			
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	1 840 995		
RENOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital		IB	53	
	(2) Dont {	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC		
		Écart de réévaluation libre	ID		
		Réserve de réévaluation (1976)	IE		
	(3) Dont réserve spéciale des plus values à long terme *	EF			
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	922 450		
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	8 426			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS AMV AUDIT ET COMMISSARIAT						Néant <input type="checkbox"/> *		
		Exercice N						
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue { biens * services *	FD		FE		FF		
		FG	777 832	FH		FI	777 832	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	777 832	FK		FL	777 832	
	Production stockée*					FM	(3 500)	
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO	3 347	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	17 400	
	Autres produits (1) (11)					FQ	1	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	795 080
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	173 120	
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	17 176	
	Salaires et traitements*					FY	393 798	
	Charges sociales (10)					FZ	151 475	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions*					GA	779
							GB	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	5 462
	Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD		
	Autres charges (12)					GE	360	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	742 173
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	52 907	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)					GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	149 391	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL		
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP	149 391	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	10 378	
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
	Total des charges financières (VI)					GU	10 378	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	139 013	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	191 920	

Formulaire obligatoire (article 51 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SAS AMV AUDIT ET COMMISSARIAT		Néant <input type="checkbox"/> *	
				Exercice N	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		HA		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *		HB	6 000	
	Reprises sur provisions et transferts de charges		HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)		HD	6 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		HE	14 455	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *		HF	14 314	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)		HH	28 769	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	(22 769)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				HJ	
Impôts sur les bénéfices * (X)				HK	4 285
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	950 472
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	785 605
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	164 866
RENVOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO	
	(2) Dont	produits de location immobilières		HY	
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IG	
	(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *		HP	16 871
		- Crédit-bail immobilier		HQ	
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IH	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		IJ	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		IK	
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art 238 bis du C.G I)		HX	
	(9)	Dont transferts de charges		A1	14 200
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		A2	6 522
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		A3	
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		A4	
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives	A6	obligatoires	A9	6 522
(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe)		Exercice N		
		Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
Pénalités sur marchés		12 000			
Pénalités, amendes fiscales et pénales		662			
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		14 314			
Produits des cessions d'éléments d'actif				6 000	
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs		Exercice N		
		Charges antérieures		Produits antérieurs	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032